

## Mobilisation pour le maintien des services de Radio-Canada en Gaspésie et aux Îles

Mise à jour le vendredi 23 septembre 2005, 15 h 03 .

### Radio-Canada

Une douzaine d'organismes de la Gaspésie et des Îles s'associent pour dénoncer les réductions de services à la station de radio régionale de Radio-Canada.



Un manifeste contre les diminutions de service passées et sur les rumeurs de nouvelles réductions a été préparé par les membres de cette coalition qui regroupe la Conférence des élus, le cégep de la Gaspésie-Les Îles, le groupe Arrimage, le Conseil de la culture, le

réseau régional des bibliothèques, la Commission jeunesse, les partenaires du marché du travail, les unités régionales de loisirs et de sports, les commissions scolaires, l'Union des producteurs agricoles, les groupes de femmes et les chefs d'entreprise.

Lors d'une conférence de presse en matinée, vendredi, la coalition a d'abord rappelé, entre autres, la fermeture de la station de télévision en Gaspésie et aux Îles en 1990, la perte de l'émission radio du dimanche matin, la réduction du nombre de reportages des pigistes dans la Baie-des-Chaleurs et aux Îles-de-la-Madeleine et l'abolition du poste de directeur de la station au printemps dernier.

La Conférence régionale des élus, qui dirige la coalition, réclame le rétablissement du niveau de service offert en mars 2004, avec une présence journalistique continue aux Îles de la Madeleine et dans la Baie-des-Chaleurs, ainsi que le retour à une direction distincte de la station de Rimouski.

Le président de la CRE, Bertrand Berger, indique que la coalition demande que cessent toutes menaces sur des services jugés essentiels. « Les gens de la Gaspésie des Îles-de-la-Madeleine paient des taxes au même titre que les autres citoyens et ont droit aux mêmes



services. C'est à mon avis capital dans le débat que nous avons présentement. Je pense aussi que les politiciens doivent prendre leurs responsabilités », fait valoir le président de la CRE.

La coalition publiera le manifeste dans les hebdomadaires régionaux et dans le journal culturel

Graffiti pour solliciter l'appui de la population.

Elle demande aussi aux citoyens d'écrire à la ministre du Patrimoine, responsable de la Société Radio-Canada, Mme Liza Frulla.